FRC 20377
Case
FRC
21039

OBSERVATIONS

SUR LA RÉCLAMATION

Faite au nom du Roi d'Espagne, par son Ambassadeur à la Cour de France, M. le Comte de FERNAN NUNEZ, *et communiquée à l'Assemblée Nationale le* 3 *Août* 1790.

PAR M. LE COUTEULX DE CANTELEU,
Député de Rouen.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
1790.

THE NEWBERRY
LIBRARY

OBSERVATIONS

SUR LA RÉCLAMATION

Faite au nom du Roi d'Espagne, par
son Ambassadeur à la Cour de
France, M. le Comte de Fuentes,
Député, ce consentement à l'é-
mancipation du 3 Août 1790.

PAR M. LE COMTE DE CASTELLANE,
Député du Var.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1790.

AVANT-PROPOS.

L'Assemblée Nationale ne peut différer de donner la plus ſérieuſe attention à ſes relations extérieures. Si dans tout ce qu'elle a fait pour la régénération de la France, il lui eût été ſi utile de bien diſtinguer les vrais amis de la Patrie, il ne lui eſt pas moins important de bien connoître quelle eſt la nation qui eſt ſincèrement & eſſentiellement unie aux François par la nature, ainſi que par ſes intérêts réciproques. L'Aſſemblée Nationale a déclaré que la Nation françoiſe renonçoit à toute eſpèce de conquête, & qu'elle n'emploieroit jamais ſes forces contre la liberté d'aucun Peuple. Cette déclaration, ſi honorable pour les Repréſentans d'une Nation qui, depuis tant de ſiècles, jouit d'une ſi grande prépondérance dans les intérêts politiques de l'Europe, peut contribuer à affermir l'équilibre établi depuis pluſieurs années

entre les puiſſances qui nous environnent ; mais l'Aſſemblée Nationale a paru en même temps ſe perſuader que la Nation françoiſe ne pourroit être entraînée dans une guerre que dans le cas des hoſtilités imminentes ou commencées, d'un Allié à ſoutenir, d'un droit à conſerver par la force des armes. Lorſque ſon Comité diplomatique lui rendra compte des traités qui vont être ſoumis à ſon examen, elle reconnoîtra que ce ne ſont plus les conquêtes ni les violences à mains armées qui diviſent aujourd'hui les Nations ; qu'au moment même où on entame les négociations de la paix entre deux Puiſſances épuiſées par la guerre, commencent des entrepriſes d'un autre genre qui ſont de la plus grande conſéquence, et dont les effets ſont d'autant plus dangereux, qu'ils ſont déguiſés ſous des paroles de paix, & par une prétendue réciprocité d'intérêts à laquelle la Nation la plus fatiguée de la guerre, ou la moins éclairée dans

ſon adminiſtration, donne toujours une aveugle confiance. Ces entrepriſes ſont celles qui s'exercent par des conventions commerciales. Il n'est pas ſans exemple que, par le ſeul article d'un traité, une puissance ait anéanti une branche de commerce & d'induſtrie de celle avec laquelle elle paroiſſoit s'allier. La France en a fait une cruelle expérience ; mais ce n'eſt pas ſeulement dans les traités directs de la France, que ſes intérêts peuvent être compromis : ils peuvent ſouffrir ſenſiblement dans un traité ou dans des conventions auxquelles elle n'auroit aucune part. On peut adroitement la ſupplanter dans les marchés étrangers, où les productions de ſon induſtrie obtenoient le débouché le plus étendu & le plus utile. Sous ce point-de-vue, on ſait combien notre alliance avec l'Eſpagne nous eſt précieuſe. Ne nous diſſimulons pas que l'Angleterre ne

déploie ſes forces maritimes que pour en affoiblir les liens, pour nous faire perdre les avantages que les liens du ſang & l'amitié perſonnelle, qui unit les deux Souverains, ont ajouté à ceux auxquels nous ſommes appelés par la nature & notre position. C'eſt dans ce ſentiment que je m'empreſſe de publier les obſervations ſuivantes. Je pourrois avoir la prétention de les produire à la Tribune; mais ce n'eſt point dans des queſtions d'une ſi haute importance, que je me haſarderai d'y monter. Il eſt du devoir d'un bon Citoyen de laiſſer, dans ces grandes occaſions, le champ libre aux Orateurs, qui, par leurs talens & leur génie, peuvent donner à l'Aſſemblée les impreſſions & les mouvemens les plus ſalutaires. Je me permettrai ſeulement un vœu, c'eſt que le Comité diplomatique, qui ne compte parmi ſes Membres aucun Négociant, imite cependant l'exemple des Anglois, qui ne s'occupent eſſentiel-

lement d'un traité, que ſous les rapports qui peuvent être utiles à leur commerce, à leur induſtrie & à leur navigation, & qui, par cette conduite encore plus que par le ſuccès de leurs armes, ſe ſont élevés depuis un demi-ſiècle, au plus haut degré de proſpérité, lorſque notre ancienne Adminiſtration, même dans un traité de commerce, a dédaigné les lumières & les réclamations des Négocians.

Nota. Au moment où je donnois cet Ecrit à l'impreſſion, les déclarations préliminaires d'une négociation pacifique entre l'Eſpagne & l'Angleterre ont été communiquées à l'Aſſemblée Nationale. Je n'ai pas cru qu'elles fuſſent de nature à rendre mes obſervations inutiles; elles n'effacent point de mon eſprit les expreſſions de la Lettre de M. le Comte de *Fernan Nunez*. Voici le paragraphe de cette Lettre, ſur lequel mon attention s'eſt fixée, & qui me fait inſiſter dans la détermination que j'ai priſe de publier ces obſervations.

Extrait de la Lettre de M. le Comte de Fernan Nunez *à M. le Comte de Montmorin.*

« L'accompliſſement prompt & exact du Traité ſigné » à Paris le 15 Août 1761, ſous le titre de Pacte de

» *famille*, devient donc un préliminaire indiſpenſable » pour pouvoir traiter avec ſuccès; c'eſt d'après cette » néceſſité abſolue, dans laquelle l'Eſpagne ſe trouve » malgré elle, d'avoir recours aux ſecours de la France, » que le Roi mon maître m'ordonne de demander ex- » preſſément ce que la France pourra faire dans les cir- » conſtances actuelles pour venir au ſecours de l'Eſ- » pagne, d'après les engagemens mutuels. Sa Majeſté » Catholique déſire que les armemens, ainſi que toutes » les autres meſures convenables pour remplir & réa- » liſer en entier ces engagemens ſacrés, ſoient miſes » inceſſamment en exécution. Elle me charge d'ajouter » encore que l'Etat actuel de cette affaire imprévue » exige une détermination très-prompte, & que les » meſures que la Cour de France prendra pour venir » à ſon ſecours, ſoient ſi actives, ſi claires & ſi po- » ſitives, qu'elles évitent juſqu'au moindre ſujet de » méfiance; autrement Sa Majeſté Très-Chrétienne ne » devra pas être ſurpriſe *que l'Eſpagne cherche d'autres* » *amis & d'autres alliés parmi toutes les puiſſances de l'Eu-* » *rope, ſans excepter aucunes de celles avec qui elle puiſſe* » *compter toujours en cas de beſoin.* Les liens du ſang & » l'amitié perſonnelle qui unit les deux Souverains, & » ſur-tout les intérêts réciproques qui exiſtent entre les » deux Nations unies par la nature, ſeront toujours » ménagés dans tout arrangement nouveau, *autant que* » *les circonſtances pourront le permettre.*»

OBSERVATIONS

OBSERVATIONS

SUR LA RÉCLAMATION

Faite au nom du Roi d'Espagne, par son Ambassadeur à la Cour de France, M. le Comte de FERNAN NUNEZ, *et communiquée à l'Assemblée Nationale le* 3 *Août* 1790.

TOUT annonce que la querelle qui vient de s'élever entre l'Espagne et l'Angleterre, minutieuse en apparence dans ses causes, est cependant profondément combinée pour devenir d'une grande conséquence dans ses résultats.

Sans examiner de quel côté sont les prétentions exagérées, ce qui seroit prématuré pour le moment, parce que nous manquons de données suffisantes, et qu'il faut que nous ayons acquis le droit de faire cet examen; je me bornerai à dire mon avis sur la manière

dont nous devons accueillir la démarche de la Cour de Madrid.

Nous sommes les alliés de l'Espagne, quels qu'aient été dans l'origine les motifs qui ont fait resserrer nos liens avec elle, le traité subsiste, et plusieurs fois déja il a eu son application. On n'a pas oublié qu'en 1761, l'Espagne, malgré le besoin senti qu'elle avoit de la paix, s'associa à nos désastres, et partagea les douloureux sacrifices que nous imposa le traité de 1763. En 1779, après avoir épuisé tous les moyens de nous rapprocher de l'Angleterre, elle fit taire mille arrangemens qui militoient contre le vœu des Colonies Américaines, pour n'obéir qu'à ses engagemens. Ce n'est pas ici le lieu de discuter si ses secours ont eu pour nous toute l'efficacité que nous pouvions en attendre; il suffit de savoir qu'en cette occasion elle nous immola ses intérêts les plus chers; et, qu'après tout, elle fit au moins, aux forces navales de l'Angleterre, une diversion utile à notre cause. Enfin, nous l'avons vu en 1787, au moment où les troubles de la Hollande nous menaçoient d'un nouvel orage, se met-

tre en mesure de remplir les devoirs d'une alliée fidèle.

Si la reconnoissance n'est absolument qu'un vain nom pour les Nations dans leurs relations, comme corps politique, convenons, du moins, qu'une conduite aussi franche, aussi désintéressée, nous commande la réciprocité, sous peine d'entacher l'époque de notre régénération. Mais ce n'est pas au tribunal du sentiment que je cite mes concitoyens; c'est à celui de la raison et de leur intérêt, bien entendu. J'aime ma Patrie, j'aime la paix, tant dedans qu'au dehors, et c'est précisément à cause de cela que j'oserai parler de la Guerre.

Le pacte de famille existe; ne soyez pas effarouchés de ce mot, Messieurs; n'en concluez pas que la Nation Françoise soit vendue à de vains intérêts de famille, et que le moment est venu de la racheter : quelle affection personnelle pouvoit-on supposer entre deux Souverains qui ne s'étoient jamais vus? Dira-t-on qu'un attachement puéril à la gloire de leur nom, ait été un des mobiles qui les ont rapprochés? Mais quelle alliance auroit pu poser depuis si long-temps

sur d'aussi frêles fondemens ? La maison de Holstein occupe les trois trônes du Nord ; l'Europe sait si un parfait accord règne entre ses branches ! Notre alliance avec l'Espagne est donc fondée sur des rapports plus durables que les relations du sang : elle repose sur la conviction de l'identité des intérêts des deux Nations, et de la force imposante qui doit résulter de leur concert ; non qu'elles veulent effrayer le reste de l'Europe, par leurs vues ambitieuses. (Loin de nous désormais ces vues, aussi contraires à notre prospérité, qu'aux principes sages qu'a consacrés l'Assemblée). L'unique but de leur association ne peut être que de contenir l'ambition de leurs voisins, et offrir à l'Europe une masse redoutable, contre laquelle doivent se briser désormais les projets de conquêtes ; les causes de fraternité sont durables : l'expérience a même, dans l'ancien système, prouvé leur solidité. Il n'est rien dans le nouvel ordre de choses, qui puisse, je ne dis pas nous conseiller, mais même nous permettre de nous écarter de ces principes : sans doute, et j'aime à m'en flatter, lorsque notre régénération sera consolidée ; lorsque

la liberté aura ajouté à notre force ; lorsque tous les genres d'industrie, tous les moyens de vivification encouragés par elle, nous auront mis en pleine possession des avantages que nous promettent notre sol, notre climat, notre population, notre activité naturelle ; sans doute, alors les alliances pourront être moins utiles, quoique jamais superflues, et capables, peut-être, de donner des loix à l'Europe ; nous bornerons notre gloire à n'en recevoir de personne, si alors, dis-je, il pouvoit nous être permis de nous isoler dans le monde politique, qui oseroit dire aujourd'hui que nous sommes déja assez puissans pour nous passer d'amis, et pour provoquer impunément tous les ressentimens! La carrière est ouverte ; mais nous n'y avons encore fait que quelques pas. Craignons qu'une présomption prématurée ne nous arrête au milieu de notre course glorieuse, et n'éloigne de nous ce but vers lequel tendent nos généreux efforts. Le traité de 1761 qui, désormais ne sera plus un pacte de famille, mais *un pacte de Nations ;* ce traité nous offre deux sortes d'avantages : les uns regardent notre commerce ; nous en

jouissons pendant la paix ; nous en jouissons depuis nombre d'années. Ici, Messieurs, je pourrois vous faire connoître ces avantages, et vous donner le développement de notre commerce avec l'Europe ; mais la question qui vous occupe aujourd'hui, amenera naturellement la discussion sur le pacte de famille, et les conventions subséquentes, relativement à nos relations commerciales ; nous aurons alors, sous ce point de vue, quelques griefs à énoncer contre l'Espagne ; mais aujourd'hui il me suffit de dire que dans l'état actuel des choses, l'Espagne est encore pour la France un des débouchés les plus avantageux, et le plus considérable de ses manufactures ; qu'elle alimente notre numéraire ; que plusieurs villes en France ; qu'un nombre infini de familles dans le Royaume ; que des millions d'ouvriers, cette classe pour laquelle vous devez avoir dans la circonstance actuelle une si pressante sollicitude, doivent leur prospérité, leurs richesses, et leur entretien à la consommation annuelle que fait l'Espagne et ses Colonies, des produits de notre industrie.

Les autres se rapportent à notre défense extérieure, et deux fois dans cet espace de temps, nous les avons recueillis. Les uns sont réciproques entre l'Espagne et la France, et sous ce rapport l'une n'a rien à reprocher à l'autre.

Mais observons qu'en vertu de ce traité que j'invoque, nous en avons profité en deux circonstances majeures; et qu'une seule fois, en 1770, lors de la querelle pour les isles de Falkland, nous nous sommes trouvés dans le cas de faire en faveur de l'Espagne, des démonstrations, qui, à la vérité, ont eu leur effet, puisqu'elles ont concouru à opérer une conciliation, mais qui ne peuvent être assimilées qu'aux pareilles démonstrations qui ont eu lieu en 1787, et nullement à ces secours effectifs et très-dispendieux, que l'Espagne nous a prêtés en 1761 et en 1778.

Et lorsque cette puissance paroît menacée par l'ambition inquiète de nos rivaux communs, et qu'elle invoque à son tour notre assistance, sera-ce uniquement par un armement modique, et par l'intervention stérile des négociations, que nous acquitterons

notre dette envers elle? L'Europe reconnoîtroit-elle à cette marche ambiguë et impuissante, la Nation généreuse et fière qui, malgré l'embarras de ses finances, a signalé ses premiers pas dans le chemin de la liberté, par la reconnoissance solemnelle d'une dette publique, immense ? Sera-ce à l'époque où les principes les plus nobles et les plus saints prévalent parmi nous, que nous nous rendrons coupables d'inconséquence et de perfidie ? Nous avons pris tous les créanciers de l'Etat sous notre sauvegarde, eh bien, c'est à ce titre que l'Espagne se présente à nous ; sera-t-elle seule exceptée de cette fidélité universelle qui nous rend respectables à toute l'Europe ? La dette qu'elle réclame est plus pressante encore que toutes celles que nous avons sanctionnées, & n'est pas moins sacrée, c'est celle de l'honneur & de notre intérêt ; mais si elle les invoquoit en vain, ces titres, sur la validité desquels elle a dû compter, n'en doutons pas, et ne nous en dissimulons pas les conséquences : nos liens avec elle seroient rompus pour long temps ; son juste ressentiment l'aveugleroit

l'aveugleroit sur les suites fatales qu'auroit pour elle-même une pareille résolution ; et lorsque la raison et l'expérience viendroient enfin l'éclairer, le mal seroit peut-être sans remède.

Je sens mieux que personne tout ce qu'une guerre, dans les circonstances où nous sommes, auroit pour nous de pénible et de hasardeux : occupés à nous guérir d'une maladie presque mortelle, nous paroissons peu propres à une lutte pour laquelle nous n'aurions pas trop de toute la vigueur de la santé. Oui, sans doute, il faut l'éviter cette guerre, qui ajouteroit encore à notre embarras ; mais devons-nous l'éviter au prix de l'honneur? Il y a plus, croyons-nous l'éviter en abandonnant notre alliée dans la crise où elle se trouve ? N'en doutons pas, la Puissance qui semble vouloir abuser de notre position, encouragée par ce premier succès, ne s'en tiendroit pas là, après avoir divisé deux Nations dont la réunion fait la force ; croyons qu'elle seroit bien tentée de les opprimer l'une après l'autre, et qu'elle n'attendroit pas pour consommer ce chef-

d'œuvre de son ambition impérieuse, que nous nous fussions mis en état de la réprimer. Loin de moi ces haines nationales qui ont fait assez long-temps le malheur du monde, et que la philosophie moderne, l'application de nos principes constitutionnels, le soin même de notre prospérité, doivent nous faire abjurer pour jamais. Mais en nous dépouillant de ces sentimens odieux, ne nous flattons pas de les étouffer de si-tôt chez les autres ; et sans vouloir les réveiller dans aucune Nation, conduisons-nous comme devant y être exposés encore long-temps.

On m'objectera sans doute, qu'il seroit souverainement imprudent d'épouser une querelle dont nous ne connoissons pas la nature ; que l'Espagne, sans être ambitieuse ni injuste, peut former des prétentions exagérées, & que même au sein de la force et de la prospérité, ce seroit le comble de la déraison, que de soutenir celles de son allié le plus intime, sans les avoir examinées, sans avoir employé l'ascendant de l'amitié et de la raison, pour les renfermer dans des bornes raisonnables.

Ne croyez pas que j'aie l'idée de combattre ces principes, qui faisoient partie du code universel des Nations avant que nous les eussions consignés dans le nôtre. Non sans doute, fussions-nous au faîte de la puissance, eussions-nous déja atteint ce but vers lequel nous tendons, nous ne devrions pas nous précipiter aveuglément dans une guerre sans être convaincus de la légitimité de ses motifs. Il faut donc l'écarter, s'il est possible, ce fléau redoutable, et de nous et de nos alliés. Mais quel accès pouvons-nous trouver auprès d'eux, si nous ne les aidons que de nos conseils et de nos exhortations? Quelle énergie peut avoir notre intervention auprès de la puissance qui paroît vouloir la braver, si nous ne nous présentons armés que de vœux et de menaces impuissantes?

Que nous reste-t-il donc à faire dans cette crise, l'une des plus pressantes où se soit jamais trouvée la France? Je n'hésite pas à le dire; il faut poursuivre nos armemens maritimes, et confier au Roi tous les moyens de leur donner et l'étendue et l'énergie propres à en imposer à l'Angleterre.

L'embarras de nos finances, auquel une pareille résolution semble devoir mettre le comble, ne sauroit être une objection valable. Une pusillanime économie n'écarteroit pas le danger, il l'éloigneroit tout au plus pour quelque temps, et cet acte de foiblesse, cet aveu solemnel de notre impuissance en provoqueroit bientôt un autre plus direct encore et plus redoutable; jamais épargne n'auroit été plus mal calculée. Nos Décrets sur les biens nationaux nous ont créé une ressource abondante; leur produit, il est vrai, a déja sa destination. Mais à quoi pouvons-nous mieux en employer une portion, même considérable, qu'à sauver notre honneur et la Patrie?

Déployons donc, s'il est nécessaire, toutes nos forces maritimes et toutes nos ressources pécuniaires; et disons à l'Espagne: elles sont pour vous, si vos prétentions sont justes; et à l'Angleterre, elles vont être employées contre vous, si vos réclamations ne sont pas fondées.

Cette audace, au sein d'une détresse que les ennemis du bien public se plaisent à exagérer; cette audace, croyez-moi, Mes-

sieurs, conjurera plus sûrement l'orage qui nous menace, que les timides conseils d'une fausse prudence. L'Angleterre osera-t-elle braver deux Nations fortes par leur réunion? Ira-t-elle livrer aux hazards d'une guerre douteuse les avantages qu'elle tire du dernier traité de commerce ; renoncer au plan de la restauration de ses finances, plus délâbrées encore que les nôtres ; accroître la masse de ses impôts, dont le fardeau paroît déja si lourd à sa Nation ?

Avec un pareil langage, avec de telles démonstrations, nous pourrons encore remplir avec honneur, et peut-être avec succès, le rôle d'arbitres et de médiateurs.

Mais si notre Allié, abandonné par nous, est obligé de subir les Loix impérieuses de l'Angleterre, qui osera répondre que le sacrifice de nos intérêts les plus chers ne sera pas le prix d'un accommodement qui s'opéreroit sans notre concours ?

S. M. Britannique vient d'annoncer le vœu de conclure un accommodement à des conditions justes et honorables. L'Espagne partage sans doute ce vœu de la raison et de l'humanité. Mais acquérons le droit de le

présenter et de le faire valoir, et osons croire qu'ainsi long-temps il ne sera pas repoussé.

Je mets toutefois, Messieurs, les choses au pis : je veux que l'Angleterre, malgré tant de raisons qui lui doivent, comme à nous, faire desirer la paix, affronte les forces réunies des deux Nations. Eh ! Messieurs, c'est dans un moment comme celui-ci où tous les esprits sont enflammés par le développement que la nouvelle Constitution a donné aux talens de tous les Individus, qu'une guerre, la première que la Nation ait entreprise, une guerre fondée, non sur l'esprit de conquête, mais uniquement sur le noble but de réprimer une ambition démesurée et des demandes insidieuses ; cette guerre, dis-je, ne peut manquer d'être courte, animée et glorieuse. Les guerres précédentes n'ont pas donné à la Nation l'énergie ni la volonté de développer ses moyens. Ici chaque François voudra concourir dans une cause Nationale, et on verra alors l'effet de la Puissance de l'Empire François sur sa rivale. C'est par la ruine de son commerce, qui seul fait son existence, qu'on cherchera à l'humilier.

Je me résume, quelles que soient nos résolutions intérieures, le pacte de famille, qui ne doit plus désormais être connu que sous le nom de *Pacte National*, ce pacte subsiste encore ; nous en avons profité en trois occasions ; notre Allié l'invoque à son tour. Déjà, sans être provoqué, nous en avons rempli la première stipulation. Mais il en est une aussi qui exige le déploiement de toutes nos forces, quand nous en sommes requis ; c'est elle que l'Espagne réclame en ce moment. Tromperons-nous ses justes espérances ? Perdrons-nous le fruit de notre généreuse démarche et les dépenses d'un premier armement ? La Nation, en l'approuvant, a pris tacitement l'engagement de lui donner toute l'étendue qu'exigeroient les circonstances.

Si telles n'étoient pas nos dispositions, Messieurs, il ne nous resteroit plus qu'un parti à prendre ; ce seroit de dire à l'Espagne : Nous vous abandonnons ; ce qui seroit dire à l'Angleterre en d'autres termes : nous nous livrons à vous ; donner le signal de notre perte, et prononcer l'arrêt de notre honte.

Mais non, nous n'obéirons pas aux cal-

331

culs d'une fausse économie, ni aux conseils d'une lâche prudence. C'est dans notre généreuse conduite, dans notre loyauté, dans nos intérêts bien entendus, que nous puiserons nos résolutions.